

La grève dans l'éducation nationale aura un coût élevé pour les enseignants, lesquels ne percevront pas leur salaire durant la mobilisation. Plusieurs grandes villes tenues par l'opposition ont annoncé mettre en place des mesures pour compenser ce manque à gagner.

La grève qui débutera lundi prochain dans l'éducation nationale aura un impact important sur les salaires des enseignants mobilisés. Selon la réglementation, l'employeur ne verse en effet que les cotisations de retraite et de santé, mais suspend la rémunération durant la période de cessation de travail. Plusieurs présidents (maires) de grandes villes de Pologne ont annoncé à cet effet des mesures de compensation financière.

« *La discipline des finances publiques ne nous permet pas de payer la grève, mais nos avocats travaillent d'arrache-pied pour résoudre ce problème* », avait ainsi déclaré à la mi-mars Rafał Trzaskowski, selon des propos rapportés par *Gazeta Wyborcza*. Le président de Varsovie (Plateforme civique, PO) semble avoir trouvé la parade si l'on en croit le message qu'il a posté jeudi dernier sur Twitter. « *Les directeurs d'école n'ont évidemment pas la capacité juridique de payer des salaires pendant des jours de grève. Cependant, je maintiens à 100% le budget des établissements scolaires affecté aux rémunérations* », a-t-il notamment écrit.

Dyrektorzy szkół nie mają możliwości prawnych wypłaty wynagrodzenia za dni [#StrajkNauczycieli](#), to oczywiste. Pozostawię jednak w budżecie placówek oświatowych 100% środków przewidzianych na tegoroczne wypłaty.

Przypominam, że dyskusja jest o tym, że nauczyciele zarabiają za mało!

— Rafał Trzaskowski (@trzaskowski_) [28 mars 2019](#)

Explicité par le vice-président de Poznań Mariusz Wiśniewski, le mécanisme vise à compenser le manque à gagner par le versement « *de récompenses accordées aux employés* ». À condition que les administrateurs le décident, a-t-il néanmoins reconnu : « *Chaque administrateur prend légitimement ses propres décisions. La ville vérifie uniquement si elles sont prises en conformité avec les règles et le plan financier* ».

Ces mesures devraient être mises en place à Varsovie, Poznań, Wrocław et Łódź, détenues par

l'opposition libérale, mais aussi à Szczecin, dont le président Piotr Krzystek est non-affilié.

Demande de revalorisation salariale

Avec une croissance moyenne de 3,3 % par an depuis 2013, un taux de chômage passé de 10 à moins de 5 % sur la même période et une augmentation du salaire moyen de 17 %, l'économie polonaise semble bien se porter. Malgré cela, les enseignants et les infirmières émargent autour de 2 400 zlotys (554 euros) quand le salaire minimum est de 2 000 zlotys et le salaire moyen dans le secteur privé au-dessus de 4 000 zlotys brut, y compris pour des postes soumis à des contraintes horaires moins lourdes. Pour compenser ces inégalités criantes, les syndicats enseignants - ZNP et FZZ - réclament une revalorisation salariale d'au moins 1 000 zlotys.

Le soutien des enseignants à la grève semble de plus en plus massif : « *Chaque jour, nous recevons 20-30 appels et messages nous demandant comment nous rejoindre. Les enseignants nous disent qu'ils ne veulent pas que leur école soit la seule à ne pas faire grève* », témoignait à OKO.Press Magdalena Kaszulanis, porte-parole du Syndicat des enseignants polonais (ZNP). Du côté de *Gazeta Wyborcza*, on se plaît de son côté à noter que même l'école dans laquelle a sévi la ministre Anna Zalewska fronde contre son gouvernement.

[Pologne : le gouvernement cherche à contourner la grève des enseignants](#)